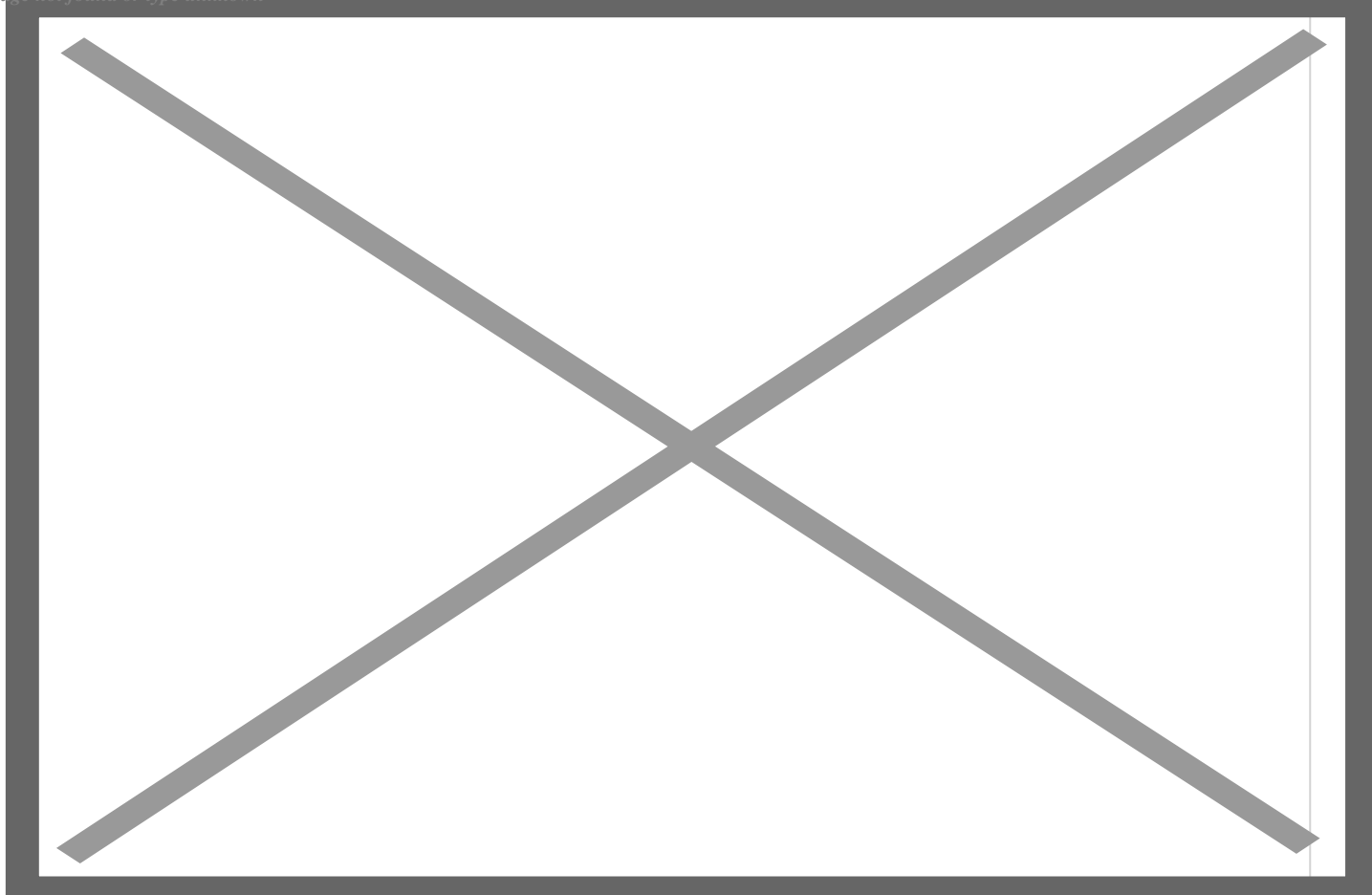


Le bureau du Défenseur du Peuple dénonce des violations des droits humains en Bolivie

Image not found or type unknown



?

Le Bureau du Défenseur du Peuple exige une enquête poussée et la création d'une Commission de la Vérité.

La Paz, 18 septembre (RHC) Le bureau du Défenseur du Peuple bolivien a dénoncé ce jeudi la violation des droits humains lors des émeutes qui ont eu lieu l'année dernière après le coup d'État contre le

président Evo Morales. Le bureau du Défenseur du Peuple a dénoncé l'absence d'une enquête efficace et de réparation à ce jour.

La défenseuse Nadia Cruz a présenté ce jeudi matin le rapport Crise d'État, Violation des droits humains en Bolivie, octobre-décembre 2019, en 32 points qui décrivent la violence et l'impunité déclenchées dans le cadre des élections du 20 octobre.

Ces élections ont été annulées, rappelons-le, après des protestations et des plaintes pour fraude présumée, réfutées par la suite par diverses études.

Le document du Bureau du Défenseur du Peuple comprend des rapports spéciaux rendus par des organisations et des agences de défense des droits de l'homme telles que la Harvard Human Rights Clinic, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Institut de thérapie et de recherche sur les conséquences de la torture et de la violence d'État, entre autres.

Il contient des actions de défense, des témoignages de victimes, un compte rendu des événements, une analyse juridique et l'identification des violations des droits de l'homme telles que la discrimination raciale et le racisme, les attaques contre les individus et les organisations paysannes autochtones et indigènes, et les attaques contre l'État plurinational en signe de mépris pour l'État plurinational.

Le rapport dénonce les violations du droit à la vie commises par des individus et des agents de l'État à la lumière du Système universel de protection des droits de l'homme et du Bloc de constitutionnalité et du système juridique interne qui a été violé pendant le conflit post-électoral.

Il expose la responsabilité de l'État et l'omission des fonctions de sécurité imputables à la police bolivienne dans les violations de l'intégrité psychologique et morale, de l'intégrité sexuelle, de l'intégrité physique (torture), de l'usage excessif de la force ; d'autres traitements ou peines cruels, inhumains, dégradants ou humiliants.

Le rapport dénonce les massacres de Sacaba et de Senkata, le manque d'accès à la justice, les restrictions à la liberté individuelle, l'absence ou l'inefficacité des enquêtes et l'ingérence dans l'indépendance de la justice, l'absence de mesures de protection des travailleurs de la presse et les attaques contre les médias dont la ligne politique est contraire au gouvernement.

La police bolivienne, les forces armées et le ministère public ont violé le droit à la vérité par des actions illégales visant à éliminer, modifier ou conditionner des éléments de la condamnation, puisqu'il y a eu des preuves d'intimidation de témoins et de victimes, de modification de la scène du crime, de disparition de preuves et d'émission de preuves d'experts qui ne répondent pas aux normes techniques, indique le rapport.

Le Bureau du Défenseur du Peuple exige l'enquête et l'application de la justice et propose, entre autres idées, de publier une loi pour la création d'une Commission de la Vérité indépendante avec des membres de haute qualité éthique et morale, destinée à enquêter de manière impartiale sur tous les faits qui ont violé les droits de l'homme pendant le conflit, conformément au droit international.

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/234473-le-bureau-du-defenseur-du-peuple-denonce-des-violations-des-droits-humains-en-bolivie>



Radio Habana Cuba